

Chronique d'une désindustrialisation annoncée

Dès le lundi 16 avril, faute de nouvelles autorisations d'exploitation, l'entreprise *Carrières CHOUVET* démontera, après 40 ans de service, l'unité de transformation de la **carrière de Fouquénies**.

Durant toutes ces années, ce gisement naturel a permis de fournir, avec toutes les autorisations nécessaires, des matériaux aux sociétés du bâtiment qui ont aménagé et construit les logements et infrastructures de l'Oise en général, et du Beauvaisis en particulier.

Le plus grave dans cette cessation d'activité, n'est pas la fermeture d'une carrière, mais les dégâts collatéraux infligés par la disparition régulière des sites d'extraction sur notre territoire.

Au début des années 2000, le site de Fouquénies employait 15 salariés ouvriers qui produisaient 250 000 tonnes/an de matière première. Demain, ces **emplois auront disparu et les produits de construction devront venir d'ailleurs**.

Chaque fois qu'une carrière ferme et n'est pas remplacée, c'est évidemment l'emploi qui souffre.

Mais pas uniquement.

En effet, alors que la demande de granulats (sable, graviers) ne cesse de croître au vu des projets de développement du secteur ouest de l'Oise, les autorisations se raréfient.

Alors que les gisements existent, les documents d'urbanisme (PLU, SCOT), empêchent l'accès aux ressources locales !

Mais attention, le jour où l'on ne pourra plus s'approvisionner en matériaux dans les carrières de proximité, il faudra, et c'est déjà le cas, les faire venir de loin, bien au-delà des frontières de la Picardie et même de France.

Ce sera alors tout le système économique de la construction qui en pâtira.

Le manque de carrières autorisées sur votre territoire impacte directement les emplois locaux, fragilise la filière bâtiment, **augmente les besoins en transport et favorise ainsi les pollutions** dues à la consommation de carburant.

La hausse des prix des matières premières qui en découle, se répercute inévitablement sur les acheteurs publics et privés et donc sur tous les citoyens.

Ironie du sort, alors que l'on assène parfois de faux arguments pour manipuler les opinions et empêcher l'extraction de proximité, la disparition des carrières locales contribue à dégrader notre environnement, à délocaliser les unités de travail et à détruire des emplois.

Nous voulons simplement par cette lettre alerter les représentants de l'Etat et les élus locaux de la nécessité **d'encourager l'exploitation de carrières à proximité des lieux de construction tout en respectant les règles draconiennes en vigueur.**

Loin de la pensée unique, il faut mesurer l'intérêt de construire durablement et considérer l'ensemble des enjeux économiques, sociaux, et environnementaux.

Nous souffrons mais nous sommes debout. Ensemble, avec une volonté politique affirmée, s'appuyant sur les réglementations strictes et la transparence des conditions d'exploitation, nous pouvons envisager un meilleur avenir et permettre à de nouveaux projets de carrières de voir le jour sur notre territoire.

Nous contribuerons ainsi à pérenniser des emplois et à garantir un approvisionnement en matériaux, à moindre coût et respectueux de l'environnement.

Eric CHOUVET